

**Nations unies - Yémen -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 16 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens d'abord à remercier l'envoyé spécial du secrétaire général Martin Griffiths, ainsi que le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires Mark Lowcock, pour leurs interventions, qui nous donnent un cadre d'analyse mais aussi d'action très clair. Je remercie également M. Beasley et Mme Jarhum pour leurs exposés importants sur la situation au Yémen, qui est plus préoccupante que jamais.

1/ Monsieur le Président, la conviction de la France, c'est que face au désastre humanitaire qui ne cesse de s'aggraver au Yémen, nous avons collectivement la responsabilité, mais aussi la possibilité aujourd'hui, de mettre un terme à cette guerre et d'ouvrir le chemin d'un règlement politique. Malgré l'ampleur des difficultés, il existe en effet une fenêtre d'opportunité aujourd'hui que le Conseil de Sécurité doit saisir en pesant de tout son poids pour appuyer la nécessaire cessation des hostilités et soutenir les efforts de médiation de Martin Griffiths.

Dans ce cadre, je souhaite revenir d'abord sur la situation à Hodeïda, qui est le point de bascule de la situation au Yémen, et sur la dégradation continue de la situation humanitaire. Les récents affrontements et bombardements ont coûté la vie à de nombreuses personnes, ils mettent en danger les civils, notamment les femmes et les enfants, les infrastructures civiles et bloquent les voies d'acheminement de l'aide. La dégradation continue de la situation humanitaire nous précipite chaque jour un peu plus vers le désastre, alors que les dernières estimations laissent craindre une famine généralisée, une épidémie de choléra à grande échelle et la possibilité que plusieurs générations de Yéménites soient entièrement privées d'éducation. Les "pauses militaires" sont à cet égard un moyen de faire baisser l'intensité des affrontements et de favoriser un climat positif pour une reprise des discussions politiques. Mais chacun voit bien qu'il faut aller plus loin.

2/ Dans ce contexte, et c'est mon deuxième point, il est plus que jamais essentiel de répondre aux cinq demandes précises formulées par Mark Lowcock. Cela doit être notre première priorité. Ainsi, ce Conseil doit appeler à une cessation durable des hostilités dans les meilleurs délais, au respect du droit international humanitaire et à la protection des civils et des infrastructures civiles, notamment celles qui sont cruciales à la vie économique du pays. L'accès et l'acheminement de l'aide humanitaire et des importations, y compris entre Sanaa et Hodeïda, revêtent une urgence absolue. Ils doivent s'accompagner de la stabilisation et du redressement de l'économie yéménite, dont vous avez éloquemment parlé.

Il est crucial également que le personnel humanitaire et médical, qui intervient dans un environnement à haut risque, non seulement soit protégé mais puisse planifier ses opérations en amont et les mettre en oeuvre en toute sécurité. Je souhaite réitérer ici notre plein et entier soutien à l'engagement des acteurs humanitaires, qui travaillent dans des conditions particulièrement difficiles.

Nous saluons également bien sûr le travail essentiel de l'ONU et de toutes les équipes concernées visant à élaborer une feuille de route unique sur le volet humanitaire, en lien avec la Banque mondiale, le plan de réponse humanitaire et le nouveau "plan famine" - qui doivent recevoir les financements appropriés, comme l'a souligné Mark Lowcock.

3/ Je souhaite enfin réitérer le plein et entier soutien de la France à l'envoyé spécial du secrétaire général, Martin Griffiths, et le remercier pour ses efforts inlassables en vue de la reprise des négociations dans l'objectif d'une solution politique inclusive et durable. La France est résolument à vos côtés, cher Martin.

Notre conviction est qu'il existe aujourd'hui une véritable fenêtre d'opportunité pour relancer un processus politique crédible, qui constitue la seule solution à la crise au Yémen. La catastrophe humanitaire qui menace le pays doit nous pousser à agir. Comme nous l'a dit l'Envoyé spécial, plusieurs obstacles ont été levés, comme la question sensible de l'évacuation des blessés houthis, ce qui est une avancée importante pour garantir la présence des Houthis à la table des négociations. Nous encourageons donc l'envoyé spécial à poursuivre ses contacts avec l'ensemble des parties, en vue de continuer à progresser sur les mesures de confiance.

La dynamique engagée doit être poursuivie et nous sommes prêts à travailler avec tous sur un projet de résolution du Conseil de sécurité en ce sens. Une telle résolution doit à la fois répondre à l'urgence humanitaire, en endossant clairement les cinq demandes de Mark Lowcock, et marquer notre plein soutien aux efforts de Martin Griffiths en vue d'un accord durable, global et inclusif. Comme l'a souligné Madame Rasha Jarhum, la participation des femmes à la résolution de la crise yéménite est à cet égard essentielle.

Nous appelons donc les parties à s'engager immédiatement, sans conditions et de bonne foi, avec l'envoyé spécial. Nous appelons toutes les parties prenantes à faciliter ce travail et saluons les récentes annonces de soutien au processus onusien formulées par les acteurs de la région.

La recherche de cette solution devient chaque jour plus urgente : pour des millions de Yéménites, il s'agit désormais, très directement, d'une question de vie ou de mort. La France restera pleinement mobilisée dans cette perspective.

Je vous remercie./.